L'IMPASSE AFGHANE



LES ÉDITIONS RUPTURES

L’IMPASSE AFGHANE

INTRODUCTION

Depuis septembre 2001, de nombreux conflits ont éclaté au nom d'un néo-impérialisme occidental. Parmi ceux-ci, deux invasions majeures, celles de l'Irak et de l'Afghanistan, se poursuivent depuis 2002, en rencontrant une opposition de moins en moins soutenue de la part des groupes anarchistes ou du moins antimilitaristes. Des guerres menées au nom de la lutte contre le terrorisme qui sont, depuis le début, des opérations stratégiques afin de sécuriser, extraire et contrôler les ressources naturelles qui ont un intérêt géostratégique et économique. Au Canada, malgré une mobilisation massive et record en 2002-2003, la contestation s'estompe de plus en plus.

La mort de 10 soldats français en août 2008 a remis à l'ordre du jour une invasion appuyée par les pays européens tant économiquement que militairement. Pour le Canada, ce sont plus de 118 soldats qui sont morts depuis le début de l'invasion. C'est dans l'optique du lancement d'une campagne internationale contre l'occupation de l'Afghanistan par les troupes de l'OTAN que les camarades d'Alternative Libertaire ont ouvert les pages de leur mensuel à une chronique, de novembre 2008 à avril 2009, écrite par un membre de la NEFAC-Montréal, qui entre-temps est devenue l'Union communiste libertaire. Voici réunies en une brochure les six chroniques de la série l'Impasse afghane.

Stéphane Boudreau (Union communiste libertaire, Montréal), mai 2009

QUAND L'OCCUPANT ÉTAIT RUSSE (1/6)

Entre 1979 et 1989, l'Afghanistan a connu une terrible guerre opposant l'Armée rouge aux moudjahidin, ceux-là même que Washington surnommait alors les "combattants de la liberté ". Or, à la lumière de cette histoire, la justification de l'invasion de l'Afghanistan par les États-Unis, après les attentats du 11 septembre, ne semble pas si différente de la machine propagandiste soviétique des années 1980. L'URSS est présente en Afghanistan dès 1919, et y joue un rôle important : en 1978, son aide financière fournit 40 % du budget afghan(1). En avril 1978, le Parti démocratique populaire d'Afghanistan prend le pouvoir sous la direction de Taraki et se rapproche de l'URSS. Les États-Unis tentent alors de déstabiliser le pays, en finançant une trentaine de groupes de moudjahidin. Le président Taraki est assassiné par Amin, dont le coup d'État déclenche une guerre civile. Plus de 600 membres du parti communiste sont alors exécutés(2). Mais ce chef d'État est à son tour assassiné en décembre 1979, par un homme de main du KGB à Kaboul.

70 ans de présence soviétique

L'Armée rouge envahit à ce moment l'Afghanistan, sous prétexte d'une attaque imminente des États-Unis, qui mettrait en péril la révolution Afghane. Elle invoque une intervention en conformité avec le Traité soviético-afghan, à la demande d'un gouvernement ami aux prises avec une insurrection subventionnée par les États-Unis (article 51 de la Charte des Nations unies)(2). Selon la Pravda, cette intervention humanitaire devait prévenir l'instauration d'un régime terroriste, protéger le peuple afghan d'un génocide et repousser une éventuelle agression étrangère(3).

La propagande à l'Est et à l'Ouest

Mais les dirigeants de l'Occident voient la réalité d'une toute autre façon, et soutiennent la guérilla anticommuniste, qu'ils jugent tout à fait légitime. Ronald Reagan compare même Ben Laden et un groupe de rebelles afghans, qu'il reçoit, à "l'équivalent moral des pères fondateurs des États-Unis "(1). Car l'Occident sait que l'URSS a des intérêts impérialistes dans le contrôle des ressources du Moyen-Orient. Un intérêt crucial également pour les pays de l'OTAN, car le nord de l'Afghanistan constitue une route alternative pour le pétrole du Kazakhstan et de

l'Azerbaïdjan, deux régions qui représentent 4 à 5 % des réserves mondiales de pétrole et de gaz naturel.(4)

Les peuples n'aiment pas les libérateurs bottés

En mars 2008, dans des débats au parlement canadien, un soldat soviétique, qui a servi en Afghanistan en 1987, déclare que " son unité livrait de la nourriture, du bois de chauffage, des vêtements (...) aux Afghans ordinaires. Elle a construit des lignes de transport d'électricité, protégé les médecins soviétiques ". Ces soldats considéraient donc " que toute personne qui leur offrait une résistance était nécessairement mauvaise ", puisqu'ils étaient là pour aider ces gens(5). Récemment, une militaire canadienne déclarait : " Ce sont les Américains qui font la guerre. Nous, on est en Afghanistan pour la paix. On bâtit des écoles, on essaie d'aider le monde."(6) Malheureusement, en dépit des " nobles intentions ", autant des soviétiques que de l'OTAN, tous se foutent éperdument de la population afghane. Pendant plus de neuf ans, 250 000 soldats soviétiques ont constamment occupé le pays, 14 000 ont été tués et 75 000 blessés. De l'autre côté, 1 242 000 morts Afghans sont estimés, dont 80 % de civils. Aujourd'hui, comment l'occupation de l'OTAN, qui repose sur les mêmes raisons fallacieuses que celle de l'URSS, peut-elle espérer réussir avec 70 000 hommes ?

1. Dupuis Déri F., L'Éthique du vampire. De la guerre d'Afghanistan et quelques horreurs du temps présent, Lux, 2007.
2. PCUS, Report on Events in Afghanistan on 27-28 December 1979, sur www.alternativeinsight.com.
3. Lyahovsky, A. A., & Zabrodin, V. M., Taini Afganskoi Voini [Secrets of the Afghan War], Moscow, Planeta, 1991.
4. Genté R., " Du Caucase à l'Asie centrale, " grand jeu " autour du pétrole et du gaz ", Le Monde diplomatique, 06/07.
5. http://www2.parl.gc.ca
6. « S'engager... sans vouloir combattre », La Presse, 12/10/08.

QUAND WASHINGTON ÉTAIT PRO-ISLAMISTE. (2/6)

Pendant presque vingt ans, les Américains et leurs alliés ont financé et entraîné les moudjahidin puis les talibans en Afghanistan. Une politique étrangère basée sur des intérêts impérialistes, dans le but de protéger les intérêts énergétiques états-uniens dans le golfe Persique.

La fabrication d'un jihad " anticommuniste "

Officiellement, la CIA aurait débuté son aide financière et militaire aux moudjahidin en 1980, quelques mois après l'invasion soviétique. Cependant, Robert Gates, l'ancien directeur de la CIA, affirme dans ses mémoires que l'opération Cyclone d'assistance clandestine aux opposants du régime pro-soviétique de Kaboul, fut signée par le président Carter en juillet 1979, six mois avant l'invasion soviétique (1). Ensuite, les Russes vécurent leur propre Vietnam. Les opérations d'entraînement et d'armement s'effectuèrent par l'intermédiaire des services secrets pakistanais (ISI) et ont été appuyés financièrement par plusieurs autres pays, dont l'Arabie saoudite, l'Égypte, la France, la Grande-Bretagne, Israël, l'Iran, le Japon et la Chine. Cette opération permit la formation de plus de 100 000 hommes, entre 1978 et 1992, avec un budget annuel américain qui culmina à 630 millions de dollars US en 1987. En 1983, plus de 10 000 tonnes d'armes et de munitions en provenance de Chine ont transité par le Pakistan. Le commandant Massoud, Gulbuddin Hekmatyar et Jalaluddine Haqqani, pour lequel Ben Laden était en charge du recrutement, furent les seigneurs de guerre les plus financés par la CIA (2).

Il est bien évident que les pays finançant cette guerre préféraient soutenir des moudjahidin fondamentalistes et les éléments les plus réactionnaires pour chasser les soviétiques, plutôt que des groupes pro-démocratiques puisque ceux-ci, en se battant pour leur indépendance, auraient nui aux intérêts politiques et financiers. En 1989, les Russes se retirent et le gouvernement américain peut enfin prendre le contrôle du golfe Persique.

Hekmatyar et l'appui aux talibans

Après dix ans de guerre, avec plus d'un million de civils tués et le quart de la population afghane dans des camps de réfugiés, une guerre civile s'enclenche jusqu'en 1992, entre les différentes factions moudjahidin. Les attaques de Hekmatyar contre Kabul, sur plus de trois ans, firent plus de 10 000 morts et déstabilisèrent encore le pays. En 1993, des activistes islamistes entraînés dans ses camps firent exploser une bombe à New York dans le sous-sol du World Trade Center.

Les gouvernements américain et pakistanais décident alors de neutraliser Hekmatyar par le biais de nouvelles milices religieuses, les talibans, qui promettaient au peuple afghan de ramener l'ordre, la loi et une certaine moralité (3). Appuyés par ces gouvernements, et par la puissante compagnie pétrolière états-unienne Unocal, porteuse d'un projet de gazoduc vers le Pakistan, les forces talibanes passèrent de 2 000 à 25 000 miliciens de 1994 à 1995 et prirent le contrôle du pays. Ces milices imposent un islamisme brutal et rendent obligatoires la prière, la barbe pour les hommes, la burka pour les femmes, interdisent la télévision, la musique et ferment les écoles pour filles. L'avantage pour les américains réside dans le fait que, contrairement au parti islamiste de Hekmatyar, les talibans ne désirent pas mener d'offensive contre l'Occident, ce qui diminue alors l'influence de l'Iran, de l'Inde et de la Russie dans la région. Les dilemmes moraux sont vite esquivés par les intérêts financiers. Un support qui ne prendra fin qu'en 1998, à la suite d'attentats commis par Ben Laden contre des ambassades américaines en Afrique, qui ont tué 224 personnes dont 12 Américains. Des pertes suffisantes pour rejeter les talibans, alors que la politique américaine des vingt années précédentes a provoqué la mort de millions d'Afghans. Les ex-combattants de la liberté ne savaient alors pas qu'ils deviendraient quelques années plus tard la raison officielle d'une nouvelle guerre.

(1) Jauvert V., " Oui, la CIA est entrée en Afghanistan avant les Russes...", Le Nouvel Observateur, n°1732, janvier 1998.
(2) Wikipedia: Opération Cyclone.
(3) Dupuis Déri F., L'Éthique du vampire. De la guerre d'Afghanistan et quelques horreurs du temps présent, Lux, 2007.

2001 : POURQUOI L'OPÉRATION LIBERTÉ IMMUABLE (3/6)

Le 7 octobre 2001, les États-Unis entament des représailles contre l'Afghanistan, à la suite des attaques du 11 septembre 2001. Pourtant, ces attaques ont été commises par 19 terroristes provenant du Liban, des Émirats arabes unis, d'Égypte et d'Arabie saoudite.

Le 11 septembre 2001, quatre avions sont détournés aux États-Unis et s'écrasent sur différentes cibles dont le World Trade Center, tuant 2 973 personnes et faisant

des milliers de blessés. Le lendemain, le président George W. Bush qualifie ces attentats d'" acte de guerre " et réclame la constitution d'une coalition internationale contre le terrorisme, à laquelle l'OTAN adhère. Le 13 septembre, le gouvernement états-unien accuse Oussama Ben Laden d'être le commanditaire des attentats et exige des talibans afghans de leur livrer le suspect, faute de quoi ils attaqueraient l'Afghanistan. Et ce bien qu'aucun des terroristes ne soit d'origine afghane. L'état d'urgence est décrété et 50 000 réservistes sont rappelés. Le Conseil de sécurité de l'ONU exige, à l'unanimité, la remise " immédiate et inconditionnelle " d'Oussama Ben Laden. Les États-Unis déploient des troupes dans le Golfe et avec l'aide d'une quarantaine de pays alliés forment alors la coalition Infinite Justice. À ce moment, un million et demi d'Afghanes et d'Afghans prennent le chemin de l'exode pour fuir la riposte américaine à venir. Les talibans refusent en exigeant des preuves permettant de justifier l'extradition de Ben Laden (1).

Georges s'en va t'en guerre

Quelques jours plus tard, le nom de la campagne est changé en Enduring Freedom, et le gouvernement états-unien fait adopter à l'unanimité la résolution 1 373 à l'ONU, justifiant sous prétexte de légitime défense une attaque contre le territoire afghan. Ce qui est d'ailleurs absurde, puisqu'une attaque subséquente d'un territoire dont on présume qu'il est la base d'opération des agresseurs, alors que les attaques ont cessé, est une agression pure et simple, interdite par le droit international ! Parallèlement, ils invoquent l'article 5 de l'OTAN stipulant que : " Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles (...) sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties. (...) Les parties ainsi attaquées en prenant aussitôt, individuellement et d'accord avec les autres parties, telle action qu'elle jugera nécessaire, y compris l'emploi de la force armée (...) " (2).

Puis les événements se précipitent : en octobre, les talibans proposent de remettre Ben Laden au Pakistan, pour qu'il soit jugé par un tribunal international, ce à quoi la Maison-Blanche rétorque qu'" il n'y aura ni discussions, ni négociations avec les talibans "(3). L'objectif n'étant plus de capturer les terroristes mais bien de renverser le régime taliban qui abrite des terroristes. L'avantage majeur, mais non-dit, était bien sûr de se positionner dans la zone d'influence de la Russie et d'y justifier l'installation de bases militaires pour permettre le contrôle de cette zone en plus de satisfaire momentanément la colère de la population américaine. Les premiers bombardements américains et britanniques sur les grandes villes afghanes sont entamés et ce sera le début d'une guerre sans merci.

Du terrorisme à la terreur

Sept ans après le début du conflit, plus 13 000 civils afghans tués directement par les combats (4), des millions de réfugiés et de nombreux crimes de guerre dont la torture et le viol commis par les forces de la coalition (5), le conflit se poursuit et la plupart des pays de l'OTAN affirment vouloir augmenter leurs effectifs en Afghanistan dans leur guerre au terrorisme. Une guerre au terrorisme qui paradoxalement utilise les mêmes méthodes que celles supposément combattues, soit la terreur contre la population civile.

(1) http://www.monde-diplomatique.fr/dossiers/chronoafghane/
(2) http://www.nato.int
(3) Dupuis Déri F., L'Éthique du vampire. De la guerre d'Afghanistan et quelques horreurs du temps présent, Lux, 2007.
(4) http://www.unknownnews.net/casualties.html#afghanistan
(5) Amnesty International. Rapport annuel 2006.

UNE GUERRE POUR LES FEMMES ? (4/6)

En octobre 2001, l'armée États-unienne et ses alliés envahissent l'Afghanistan. Les représailles militaires ne constituant pas un prétexte suffisant pour occuper un pays, les États occidentaux, États-Unis en tête, utilisent les femmes afghanes comme prétexte à une guerre sanguinaire.

Le 29 janvier 2002, dans son discours sur l'état de l'Union, George W. Bush déclarait : "La dernière fois que nous étions réunis dans cet hémicycle, les mères et les filles de l'Afghanistan étaient captives chez elles ; il leur était interdit de travailler ou de faire des études. Aujourd'hui, les femmes sont libres et elles font partie du nouveau gouvernement de l'Afghanistan. " (1) Un nouvel ennemi est dans la ligne de mire des forces de la coalition, le régime taliban. Un régime en place depuis 1996, qui fut pourtant auparavant financé et supporté par le gouvernement états-unien.

La résistance féministe afghane

En 1977, sous le régime des pères fondateurs des talibans, les moudjahidin, se

forme RAWA, l'Association révolutionnaire des femmes afghanes. Il s'agit d'une organisation apolitique de femmes afghanes dont les objectifs étaient de mobiliser les Afghanes dans ses activités sociales et politiques, afin d'acquérir des droits pour les femmes et de contribuer à la lutte pour l'établissement d'un gouvernement démocratique (2).

Puis survient l'occupation soviétique en 1978. Paradoxalement, le Parti démocratique populaire d'Afghanistan, un régime à la botte de Moscou, permet que pour la première fois, les femmes afghanes soient libérées de la burqa et que les filles puissent apprendre à lire et à écrire, aller à l'université et devenir enseignantes ou scientifiques. RAWA poursuit néanmoins son travail d'agitation politique, mobilisant à la fois contre l'occupant soviétique et contre les islamistes fondamentaux, ces combattants de la liberté financés par les États-Unis, qui s'opposent viscéralement aux droits des femmes. Plusieurs des membres fondatrices seront sauvagement assassinées en 1987 par le KHAD (le KGB afghan) avec le soutien de groupes fondamentalistes.

En 1992, les moudjahidin de l'Alliance du Nord, les " combattants de la liberté " portés en héros par l'Occident, prennent le pouvoir et les droits des femmes seront désormais inexistants. Le gouvernement déclare que les femmes doivent couvrir leurs cheveux, s'abstenir de se maquiller et ne doivent pas rire en public. Les enlèvements, les meurtres, le viol et la vente des jeunes femmes pour la prostitution deviennent le lot quotidien des afghanes(3). La prise du pouvoir par les talibans en 1996 enleva définitivement les dernières parcelles de droits aux femmes afghanes. En parallèle, une campagne aux États-Unis (Feminist Majority) regroupant différentes personnalités se met en branle afin de dénoncer " l'apartheid sexiste " en Afghanistan, alors que Washington reçoit avec honneur les dirigeants talibans. Ce même groupe supportera de facto la guerre en 2001, sous prétexte qu'elle permettrait aux femmes de reconquérir leurs droits, grâce à la mise en place d'une " démocratie ". Alors que RAWA, au même moment, dénonçait les bombardements et faisait appel à l'insurrection générale pour se débarrasser d'Al-Qaïda et des talibans. Une absurdité qui fit en sorte qu'une couche entière de féministes occidentales s'aligna contre les intérêts des femmes afghanes opprimées (4).

Les talibans ou la guerre?

Dire que cette guerre est nécessaire pour les femmes afghanes, c'est décider qu'il vaut mieux pour elles mourir sous les bombes, mourir de faim, mourir de froid, que de vivre sous le joug des fondamentalistes que l'Occident leur a imposé. Les dés

ont été lancés, les États-Unis se donnant bonne conscience en justifiant leur guerre impérialiste au nom des femmes. Après sept ans de guerre, de viols, de meurtres et de lapidations, cette guerre a-t-elle réellement permis aux femmes afghanes d'être libres ?

(1) http://www.america.gov/fr/
(2) http://www.rawa.org/rawa_fr.htm
(3) Ellis D., Women of the Afghan War, Praeger Publishers, 2000.
(4) Dupuis Déri F., L'Éthique du vampire. De la guerre d'Afghanistan et quelques horreurs du temps présent, Lux, 2007.

UNE GUERRE POUR LA DÉMOCRATIE ? (5/6)

À la suite du 11 septembre 2001, les États-Unis envahissent l'Afghanistan pour capturer les responsables présumés des attentats. Mais cette guerre pour la " démocratie " permet plutôt de mettre en place un gouvernement subordonné aux intérêts économiques occidentaux.

En octobre 2001, les États-Unis envahissent l'Afghanistan et décident d'appuyer militairement l'une des forces d'opposition au régime taliban au pouvoir, le Front uni islamique et national pour le salut de l'Afghanistan, couramment appelé Alliance du Nord, dont le chef, Massoud, encensé par la presse occidentale, a été abattu à la veille des attentats. Début décembre, l'Alliance du Nord contrôle Kaboul, Kandahar et une bonne partie du pays. Les talibans en déroute fuient pour la plupart vers le Pakistan, le temps d'organiser une guérilla en vue de reprendre les hostilités en 2002. La presse occidentale jubile, les tyrans moyenâgeux sont en fuite, la démocratie telle que l'Occident la conçoit est enfin rétablie et il ne reste qu'à capturer Ben Laden. En grande majorité, les Afghans sont soulagés d'être enfin libérés du joug des talibans. Certains iront même jusqu'à déclarer: " Eh bien, au moins, maintenant, nous allons avoir la paix et la sécurité, et peut-être un peu de nourriture. " (1)

Bonnet blanc et blanc bonnet

Cependant, le retour des seigneurs de guerre de l'Alliance du Nord, qui avaient mis à feu et à sang le pays entre 1992 à 1996, met fin aux illusions du peuple afghan

qui souhaitait pourtant croire à la fin de la terreur religieuse. En effet, après le retrait des troupes soviétiques en 1989, les massacres, la torture, les pillages, les viols et les extorsions constituaient le lot quotidien de la population soumise aux exactions des différents chefs de guerre. Durant le règne de l'Alliance du Nord, le pays est soumis à un lot d'atrocités sans précédent dans l'histoire afghane. Après leur retour au pouvoir en 2002, une militante de l'Organisation révolutionnaire des femmes afghanes (RAWA) déclara à ce propos : " Je vois le sang de mes fils sur les costumes et les cravates immaculés des leaders de l'Alliance du Nord. " (2)

Karzaï : homme de main des États-Unis

Les États-Unis parviennent à la fin 2001, par le biais des Nations unies, à établir un accord entre les différentes factions afghanes, afin de mettre en place une administration intérimaire. Hamid Karzaï, le leader royaliste pashtoun devient alors leader intérimaire jusqu'à la convocation en 2002 d'une " Loya Jirga ", assemblée traditionnelle de notables afghans. Puis il devient le président du gouvernement intermédiaire jusqu'à son élection officielle en 2004. Soutenu par les États-Unis, Karzaï est élu à la tête d'un gouvernement fantoche à la solde de l'Otan.

L'homme de main des États-Unis a été vice-ministre des Affaires étrangères de 1992 à 1994, après que les moudjahidines de l'Alliance du Nord eurent chassés les soviétiques. De 1995 à 1998, après la prise de pouvoir des talibans, il devient consultant pour Unocal, un géant pétrolier californien, qui étudie la construction d'un pipeline pour relier Turkménistan et Pakistan en traversant l'Afghanistan (3). Après la déroute des talibans en 2001, les États-Unis propulsent Karzaï comme futur président de la " nouvelle démocratie " afghane. De Washington à Kaboul, les compagnies pétrolières peuvent dorénavant compter sur deux présidents soucieux de leurs intérêts financiers.

Du régime soviétique inféodé à Moscou à l'Alliance du Nord portée au pouvoir par Washington, le peuple Afghan s'est vu imposer des gouvernements fantoches par les puissances impérialistes désireuses de contrôler les ressources naturelles et les réserves énergétiques de la mer Caspienne. Malgré tout cela, nos gouvernements tentent encore de nous faire croire que tout le sang versé aurait permis d'établir la paix, la sécurité et la démocratie en Afghanistan.

(1) " Tariq Ali on Afghanistan today: Six years of a war of terror ", Socialist Worker, 26/10/07.

(2) Déclaration de RAWA à l'occasion de la Journée internationale des droits de

l'homme, 10/12/01.
(3) " Le nouveau président est un proche des Américains ", Le Monde, 5/12/01.

LA RÉALITÉ DE LA RÉSISTANCE AUJOURD'HUI ? (6/6)

On s'aperçoit maintenant que la résistance afghane, loin d'être limitée à un motif religieux, prend de plus en plus la forme d'une résistance nationale contre une armée d'occupation.

En 2007, le Conseil de Senlis, un think tank contractuel de l'Otan sur les questions notamment de sécurité dans les zones de conflit, déclarait dans un rapport que le terme " taliban " était à tort attribué à tous les insurgés combattant les forces gouvernementales et étrangères en Afghanistan. De manière générale, les combattants peuvent être catégorisés en deux principales tendances. Tout d'abord, les talibans et leur conception dogmatique et brutale de l'Islam, dont les combattants sont principalement des Pakistanais et des Afghans réfugiés au Pakistan. Ils sont généralement liés aux talibans officiels, c'est-à-dire à l'organisation politico-religieuse ayant pris le pouvoir en 1996 appuyée par les États-Unis et le Pakistan. Puis, dans l'autre tendance, qui est de loin la plus importante, on trouve pêle-mêle une multitude de factions : des chefs de guerre, des trafiquants de drogue et de simples individus motivés par des intérêts politiques ou économiques (1).

Du combat religieux à la lutte de libération nationale

La précarité économique et les conditions de vie de plus en plus difficiles, en grande partie imputables à l'occupation étrangère, ont convaincu un grand nombre d'Afghans de la nécessité de prendre les armes. Le rapport du Conseil de Senlis rapporte d'ailleurs que plus de 80 % des combattants interviewés avouaient combattre pour la solde, qui atteint 450 euros par mois dans les milices insurgées, alors qu'en comparaison, celle des policiers et des soldats de l'armée régulière ne dépasse pas les 50 euros (2). Par ailleurs, un mouvement de libération nationale, similaire à celui qui a combattu l'Armée rouge pendant plus de dix ans, est actuellement en pleine résurgence. En 2007, un porte-parole du gouvernement pakistanais rapportait que les talibans obtenaient de plus en plus le soutien de la population civile afghane. Un soutien qui ne serait plus dû à la radicalisation de l'islamisme dans la population mais bien au caractère de lutte de libération nationale que prend de plus en plus la guerre contre les forces de la coalition (3).

L'une des forces des talibans est d'avoir peu à peu abandonné leur discours djihadiste et fondamentaliste afin de présenter leur guérilla comme une guerre de libération nationale, discours beaucoup plus mobilisateur. Une situation en tout point similaire à celle de l'occupation soviétique, qui provoqua l'unité entre les différentes factions fondamentalistes rivales sur la question de la libération nationale, jusqu'à la mise en déroute en 1989 de l'Armée rouge.

De l'occupation soviétique à celle de l'Otan, toutes deux justifiées sous le prétexte de libérer le peuple afghan du joug des fondamentalistes, les résultats sont les mêmes, c'est-à-dire une double oppression du peuple afghan poussant la population à prendre les armes.

La libération sera afghane ou ne sera pas

Dans les deux cas, les factions les plus réactionnaires ont pu se mettre à l'avant-plan de la lutte contre les envahisseurs sous des prétextes fallacieux de libération nationale. L'Otan, tout comme l'URSS, ne pourra gagner cette guerre. Ce ne sont ni les talibans, ni une puissance impérialiste étrangère, qui pourront libérer le peuple afghan de l'oppression. La liberté des Afghans ne pourra être réalisée que par le peuple afghan lui-même.

(1) Dupuis-Déri F., L'Éthique du vampire. De la guerre d'Afghanistan et quelques horreurs du temps présent, Lux, 2007.
(2) Conseil de Senlis, Countering the Insurgency in Afghanistan : Losing Friends and Making Ennemies, 2007 (disponible à http://www.icosgroup.net).
(3) " Pakistani official: Taliban insurgency becoming liberation war ", USA Today, 16-2-07.

DISTRIBUÉ AU QUÉBEC PAR
L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

L'Union communiste libertaire (UCL) a été fondée en novembre 2008. La nouvelle organisation révolutionnaire prend la relève de l'Union régionale de la NEFAC au Québec.

L'UCL est une organisation de militants et militantes provenant de divers mouvements de résistance, qui s'identifient à la tradition communiste dans l'anarchisme et qui ont comme objectif commun une rupture révolutionnaire avec l'ordre établi. Notre activité est organisée autour du développement théorique, de la diffusion des idées anarchiste et de l'intervention dans les luttes de notre classe, que ce soit de façon autonome ou par le biais d'une implication directe dans les mouvements sociaux.

Au plan théorique, l'UCL s'identifie aux principes communistes libertaires et s'appuie sur les bases théoriques de cette tradition particulière. Au plan tactique, nous préconisons l'implication dans les luttes sociales dans une perspective de radicalisation des mouvements sociaux et de construction de contre-pouvoir.

Cause Commune, le journal de l'UCL, est un porte-voix libertaire dans les luttes sociales et les quartiers. À cheval entre le tract et l'organe de presse plus élaboré, c'est un outil souple, peu coûteux, adapté aux besoins d'aujourd'hui. Il permet à des collectifs bien implantés, comme à des militants et militantes isolées, de faire un travail d'information et de sensibilisation à grande échelle. Le journal sort six fois par année et est diffusé gratuitement à 4 000 exemplaires.

L'UCL organise des tournées de conférences et d'autres événements publics, développe des campagnes socio-politiques, produit du matériel d'information-sensibilisation comme des livres ou des brochures et s'implique dans les luttes sociales.



les **Collectifs** locaux

Collectif Local de Montreal

courriel: ucl.montreal@causecommune.net
blogue: nefacmtl.blogspot.com

Le collectif local de Montréal assure la permanence tous les vendredi de 16h à 20h à la Librairie l'Insoumise, 2033 St-Laurent .

Collectif anarchiste La Nuit (Québec)

courriel: ucl.quebec@causecommune.net
blogue: voixdefaits.blogspot.com

Le collectif local de Québec anime une émission de radio tous les mercredi a 20h, sur les ondes de CKIA au 88,3 FM

Collectif Emma Goldman (Saguenay)

courriel: ucl.saguenay@causecommune.net
blogue: ucl-saguenay.blogspot.com

Pour rejoindre nos membres et sympathisants dans une autre localité: Sherbrooke, St-Jérôme, Trois-Rivières et Drummondville, ou pour toute autre information, n'hésitez pas a contacter notre secrétariat.

Coordonnées de l'UCL
www.causecommune.net
ucl@causecommune.net